

# ROBOTNIK'84

N° 1 (11)

1er février

1984

BULLETIN DU COMITE DE COORDINATION  
DU SYNDICAT "SOLIDARNOSC" EN FRANCE

B.D.I.C.

## LETTRE OUVERTE DE PRISON DE JOZEF PINIOR

Avec un grand retard, nous avons reçu cette lettre de Jozef Pinior. Ecrite de la prison de Wroclaw il y a cinq mois, elle n'a pas pourtant rien perdu de sa valeur politique. Elle réaffirme la ligne défendue par le troisième président du Comité régional de grève (RKS) du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie, telle que nous l'avions largement présentée dans le n° 4 de "Robotnik '83". Alors qu'il était dans l'attente de son procès, Pinior se vit offrir la liberté par la dictature à condition de faire une déclaration de capitulation à la télévision. Il rejeta cette "offre" honteuse. C'est alors que "Solidarnosc" clandestin fit connaître la lettre de Pinior où il explique clairement que **CAPITULER C'EST TRAHIR LES INTERETS FONDAMENTAUX DE LA CLASSE OUVRIERE POLONAISE ET LES IDEAS DE LA PREMIERE REPRESENTATION OUVRIERE VERITABLE DANS LE BLOC SOVIETIQUE**. Nous profitons de la publication de la lettre ouverte de Pinior pour renouveler notre appel à la poursuite du soutien à l'organisation syndicale de la région de Basse-Silésie qui demeure le bastion de la résistance de "Solidarnosc" et, en même temps, la cible principale des attaques de l'appareil de répression, comme en témoigne l'entrée des "groupes opérationnels territoriaux" de l'armée dans plusieurs usines de Wroclaw, en décembre 1983.

... Je m'adresse à vous depuis la maison d'arrêt de Wroclaw, qui est devenue l'endroit naturel de séjour de tous ceux qui n'accepteront jamais la réalité totalitaire de notre patrie.

La législation mise en place après la levée de l'état de guerre est dans le droit fil des atteintes aux droits des citoyens commises au cours des mois antérieurs. La loi sur la réglementation juridique particulière supprime les principaux droits des travailleurs et le droit à l'autogestion:

- le principe du pluralisme syndical, qui était l'essence des accords d'août 1980;
- la durée de travail a été prolongée par la suppression de fait des samedis libres;
- le délai de démission d'un travailleur a été porté à six mois;
- l'obligation de chercher du travail par l'intermédiaire de l'agence de l'Etat a été introduite;

- le droit de suspendre voire même de dissoudre l'organe de l'autogestion des travailleurs a été confirmé à l'administration étatique;

- le contrôle de l'administration étatique sur l'activité de l'enseignement supérieur et la vie scientifique et culturelle a été maintenu;

- le droit de limiter l'activité des associations et autres organisations sociales a été confirmé à l'administration étatique.

La loi du 14 juillet 1983 portant sur le rôle du ministère des Affaires intérieures est particulièrement dangereuse:

- elle élève au rang de loi nombre de possibilités inscrites jusqu'alors dans les règlements intérieurs non publics (par exemple, la possibilité pour les fonctionnaires du ministère d'user des moyens de coercition directe);

- tout un système de pression sur les citoyens a été créé par la légalisation des

80p. 8849

formes les plus dangereuses d'activité de la police politique, sous les noms de "discussions", "mises en garde" et "instructions";

- l'encadrement policier de la société a été légalisé;

- les entreprises et les organisations sociales se sont vues imposer l'obligation de "collaborer" avec la police politique;

- tant que cette loi est en vigueur, le contrôle de l'observation des lois par le parquet est une fiction, et le procureur devient une marionnette des fonctionnaires de la police.

Il ne s'agit là que de quelques exemples. Ceux-là et d'autres semblables font de la Pologne un Etat d'exception. Les libertés syndicales, le droit à l'autogestion et les droits des citoyens vont continuer à être violés. Dans ces conditions, la reddition des structures syndicales et autogestionnaires clandestines serait une trahison des intérêts essentiels des ouvriers. La continuation de la lutte est pour nous une obligation morale fondamentale. Ne l'oubliez pas. Nous n'avons pas fondé "Solidarnosc", nous n'avons pas organisé dans les conditions de l'Etat policier les structures sociales indépendantes, pour les échanger aujourd'hui contre les actes de loyauté télévisés et les syndicats du WRON.

La tâche la plus importante aujourd'hui, c'est la défense de l'indépendance syndicale dans l'entreprise et avant tout la préparation des structures clandestines à la lutte économique. Les commissions clandestines de "Solidarnosc" doivent agir contre la paupérisation croissante de secteurs de plus en plus larges de travailleurs. Elles doivent inspirer diverses formes d'autodéfense sociale face à la dégradation culturelle de la société polonaise. Préparer les entreprises à une action de protestation - peut-être à une grève générale nationale - en réponse aux nouvelles hausses des prix des principaux biens de consommation courante, hausses planifiées

par le pouvoir pour 1984, est de la plus haute importance. Il est indispensable de poursuivre notre travail d'information, en particulier l'édition des journaux d'entreprise, qui sont aujourd'hui le principal outil de notre combat.

Nous traversons une étape difficile. Mais cela ne peut justifier le découragement et l'abandon du travail syndical indépendant. Trois ans seulement ont passé depuis la création de "Solidarnosc" - la première représentation ouvrière authentique dans les pays du bloc soviétique. Le pluralisme syndical reste un but réaliste de notre combat, bien que nous ayons encore devant nous de nombreux mois difficiles. Nous avons besoin aujourd'hui d'agir de manière conséquente et durable sur tous les fronts déterminés par la Commission provisoire de coordination (TKK) du syndicat "Solidarnosc", dans sa déclaration-programme du 22 janvier 1983.

N'oubliez pas que c'est avant tout de nous-mêmes que dépend l'acceptation de l'ordre totalitaire, de la misère croissante et de la stérilisation culturelle.

... Je vous appelle à continuer la lutte pour les libertés syndicales, pour le droit à l'autogestion et pour les droits des citoyens. Que le souvenir du mois d'août 1980 vous donne des forces pour votre lutte, que l'attitude de ceux qui restent dans ces murs soit pour vous le témoignage de la vérité et de l'espoir.

Le 31 août 1983.

Jozef P I N I O R

"Z Dnia na Dzien" n° 32/291,  
du 30 septembre - 6 octobre 1983

"Z Dnia na Dzien" est le journal - tiré à 20 000 exemplaires - du Comité régional de grève (RKS) du syndicat "Solidarnosc" de Basse-Silésie.

## **"ROBOTNIK '84" (OUVRIER '84)**

BULLETIN DU COMITE DE COORDINATION DU SYNDICAT "SOLIDARNOSC" EN FRANCE

Vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante:

c/o Fischer, 49 av. de Stalingrad app. 218, 93170 Bagnolet, tél. 363.66.05

PERMANENCES:

lundi et vendredi de 9 h à 13 h, mercredi de 15 h à 20 h

Nous vous rappelons que vous pouvez vous abonner à "Robotnik '84" pour 10 numéros (40 f) ou 20 numéros (80 f). Si votre abonnement se termine, pensez à le renouveler, nous avons besoin de votre soutien. Parlez de "Robotnik '84" autour de vous. Prière de libeller les chèques à l'ordre de: Comité de coordination du syndicat "Solidarnosc" en France

# RADIOGRAPHIE D'UNE USINE DE WROCLAW B.D.I.C

L'usine FAT (fabrication de tours automatiques) est une de quatre usines de Wrocław dont les commissions d'entreprise clandestines ont décidé en août 1983, de former la Commission de coordination inter-entreprises (MKK) du syndicat "Solidarnosc" de l'arrondissement Grabiszynek. Les autres usines intégrées à la MKK sont FADROMA, HUTMEN et ELWRO. La MKK est représentée dans le Comité régional de grève (RKS) et édite son propre journal "Victoria". Etant l'une des structures syndicales les mieux organisées et les plus actives, c'est la MKK de Grabiszynek qui en décembre 1983, a lancé l'initiative de marches de la faim des travailleurs pour protester contre la hausse des prix annoncée par le pouvoir.

La production de l'usine n'atteint que 60 à 70% de la production d'il y a deux ou trois ans. La baisse de la production de machines-outils simples est encore plus forte. Actuellement, le principal destinataire des tours automatiques est la Bulgarie, et une partie des machines livrées est adaptée spécialement en vue de la fabrication de projectiles et d'autres pièces d'armement. Le travail avance de manière irrégulière - les arrêts de production dus au manque de matériaux et à la mauvaise organisation provoquent une course perpétuelle pour rattraper un plan de production toujours décalé. Les salaires des ouvriers qualifiés sont en temps normal de 12 à 14 000 zlotys. Pour faire face aux démissions, l'administration met en usage de nouvelles lois (préavis de 6 mois pour les démissions). Les "nouveaux syndicats" gouvernementaux n'ont pas beaucoup d'adhérents (environ 200, soit 10% de l'effectif), et encore moins d'importance. Le conseil ouvrier d'avant décembre 1981 ne fonctionne plus, et la direction n'a pas trouvé le courage d'en faire "élire" un nouveau.

"Solidarnosc" est bien organisé. Les cotisations se maintiennent à un niveau stable, suffisant pour les besoins statutaires (aides et subventions). La commission d'entreprise clandestine est en liaison avec le Comité régional de grève et avec les structures inter-entreprises. Deux journaux sont édités: "Fatamorgana" et "Solidarnosc FAT-u", ainsi que "Victoria", le journal de la MKK de Grabiszynek. Nous recevons régulièrement "Z Dnia na Dzień" et "Solidarnosc Walczaca", et sporadiquement les journaux d'autres entreprises, et "Biu-

letyn Dolnoslaski" et "Replika". En faible quantité nous parviennent les publications clandestines de Varsovie. Les travailleurs de FAT ont trouvé un grand appui moral auprès du curé de l'église toute proche, sur l'Aleja Pracy.

Les militants de "Solidarnosc" sont d'accord pour estimer que les travailleurs de FAT sont psychologiquement prêts même pour une grève générale, mais à une seule condition: ne pas être les seuls. Les gens sont exaspérés par les restrictions, et par l'annonce des hausses de prix, et ont perdu leurs dernières illusions que la situation économique s'améliore. Les dirigeants syndicaux de l'usine ont tous été internés, et parmi les autres, tous ceux qui jouissent de l'estime des travailleurs sont sans cesse convoqués pour interrogatoire par le Service de sécurité (SB), et "invités à se dévoiler". Tout cela ne fait que renforcer notre conviction du manque total d'information du SB sur le fonctionnement réel de la clandestinité. Pourtant récemment le travail d'affichage s'est un peu affaibli dans l'usine. Mais la proposition de "Solidarnosc" de coincer les cadenas des casiers-vestiaires des canailles et des mouchards a pu être réalisée: on a vu des Rouges travailler laborieusement à la lime pour les ouvrir.

"Solidarnosc Walczaca" n° 35/65,  
du 21 novembre - 4 décembre 1983

"Solidarnosc Walczaca" est le journal de l'Organisation Solidarité Combattante, édité à Wrocław à 15 000 exemplaires.

---

**"NOUS N'ABANDONNERONS PAS LA LUTTE  
POUR LES IDEAUX AUXQUELS LES OUVRIERS,  
EN POLOGNE ET DANS LE MONDE ENTIER,  
ONT SACRIFIE LEUR VIE"**

- Jozef Pinior

# LA CAPITULATION D'UN DIRIGEANT A GORZOW

Arrêté le 15 avril 1983, Zbigniew Belz, président de la Commission exécutive régionale (RKW) du syndicat "Solidarnosc" de Gorzow Wielkopolski, a capitulé devant la dictature de Jaruzelski. Après avoir signé une déclaration publiée dans la presse officielle, que nous reproduisons ici, il a été libéré sans être jugé.

## LA DECLARATION DE ZBIGNIEW BELZ

Depuis deux mois, la Diète de la République populaire de Pologne a levé l'état de guerre, instauré par le décret du Conseil d'Etat du 13 décembre 1981. Le peuple polonais a vécu une période de désillusions et d'hésitations. En tant que militant actif du syndicat "Solidarnosc", j'ai été très éprouvé par la suspension du syndicat. Les accords d'août 1980 et l'étendue de l'activité statutaire du syndicat ont créé l'espoir que la crise socio-économique connaîtrait un dénouement rapide. Pourtant, certains dirigeants du syndicat, comme moi-même, n'avons pas été à l'abri des erreurs qui ont conduit aux moments tragiques du 13 décembre 1981. Je fus l'un des plus importants organisateurs des structures clandestines du syndicat "Solidarnosc", suspendu puis dissout, dans la région de Gorzow. J'ai participé en outre à la fondation de la fédération des organisations régionales clandestines de Gorzow, Szczecin et Koszalin. Je ne me rendais pas compte alors que cette activité pouvait conduire à la déstabilisation du pays. Le regard que je porte aujourd'hui sur cette période m'amène à penser que notre activité était peu fondée,

qu'elle a entraîné la dissolution de plusieurs groupes sociaux et donc porté préjudice à plusieurs familles. La décision de la Diète de la République populaire de Pologne du 21 juillet 1983 au sujet de la levée de l'état de guerre et la proclamation de l'amnistie pour les infractions commises envers le décret sur l'instauration de l'état de guerre, se sont révélées être un moyen de sortir de la crise politique profonde dans laquelle se trouvait notre pays depuis plusieurs mois. A présent, je prends la décision de mettre un terme à mon activité dans les structures clandestines de "Solidarnosc". J'estime la poursuite de cette activité vaine et néfaste aux intérêts de l'Etat. Pour ma part, j'ai résolu le problème; le fait de revenir à la vie normale préoccupe encore beaucoup de personnes. Il tient à chacun de saisir la chance qui lui est offerte. Conscient que cette déclaration sera diffusée par les mass-médias, j'espère que nombre de mes collaborateurs profiteront de cette chance.

Zbigniew B E L Z

"Gazeta Lubuska" du 27 septembre 1983

## LA DECLARATION DE LA DIRECTION REGIONALE

Le 27 septembre 1983, le quotidien "Gazeta Lubuska" publiait une déclaration de Zbigniew Belz. Il est, hélas, réellement le signataire de ce texte; de ce fait, nous voulons et nous avons le devoir d'adopter sur ce sujet une attitude claire et juste.

Avant tout, nous voulons souligner que Z. Belz fut, dans notre région, le premier à décider de poursuivre l'activité syndicale. Par son attitude et son action durant cette période, il a contribué à la création de la Commission exécutive régionale (RKW) de "Solidarnosc". Nous voulons également souligner que, pendant son séjour en prison, Z. Belz n'a rien fait qui puisse porter atteinte à la sécurité des personnes œuvrant tant au sein de la RKW que des organes qui y sont rattachés. Nous devons né-

anmoins dire avec la même force que sa décision nous a causé un tort certain, en particulier en ébranlant la confiance de tous ceux qui, jusqu'au bout, croyaient en lui. La déclaration de Z. Belz a affaibli l'esprit de résistance dans le cercle étendu des membres du syndicat "Solidarnosc".

Aujourd'hui, nous nous adressons à ceux qui éprouvent un sentiment de déception, de désillusion voire de résignation, qui ont l'impression d'avoir été trompés. Nous les appelons à ne pas relâcher la lutte pour l'obtention de conditions de vie dignes et humaines, pour la fidélité aux idéaux de notre Août et enfin pour la fidélité à soi-même. Notre résistance, notre lutte doivent se poursuivre dans l'intérêt des années futures où nos enfants pourraient alors nous

demander: "Et toi papa, que faisais-tu à cette époque?" Nous allons donc continuer la lutte et rester dans la clandestinité. Il n'y a pas d'alternative, si nous voulons mener à bien l'oeuvre commencée en 1980. Il est indispensable que nous ayons clairement conscience que tant que durera la lutte, durera l'espoir jusqu'à la liberté!

Pour la Commission exécutive régionale  
(RKW) du syndicat "Solidarnosc"  
de Gorzow Wielkopolski  
Zbigniew W I S N I E W S K I

"Feniks" n° 35/62,  
du 5 octobre 1983

"Feniks" est le journal - tiré à 5000 exemplaires - de la RKW du syndicat "Solidarnosc" de Gorzow Wielkopolski.

## A GORZOW: CE QUE PENSENT LES OUVRIERS DE "STILON"



LE PARTI OFFRE L'AUTOGESTION  
AUX TRAVAILLEURS DE "STILON"

C'EST UNE DECISION  
DU COMITE D'ETABLISSEMENT DU P.O.U.P.

NOUS EN ATTENDONS LES RESULTATS

Maintes fois déjà, les travailleurs de "Stilon" ont montré leur maturité sociale et politique. Ils ont prouvé qu'ils savaient tirer les conclusions des expériences successives, de manière conséquente et sans céder aux émotions. Ils ont donc reconnu sans hésitation dans l'affaire de l'"autogestion", lancée par le pouvoir, une nouvelle escroquerie visant à rendre impuissants les travailleurs par leurs propres mains. La vision des anciens KSR\*, renforcée par les expériences macabres vécues par la société ainsi que par l'unique argument du pouvoir qu'est devenue la violence - tout ceci a gelé toute ardeur à "s'autogérer", même chez les travailleurs les plus optimistes. Il en est de même dans l'ensemble du pays, dans tous les milieux importants de travailleurs, surtout là où le pouvoir a dissout par la force les conseils ouvriers auparavant élus, considérant que leur activité, impossible à manipuler, gênait les méthodes despotiques, introduites à nouveau, d'exercice du pouvoir. Le croisement horrible et rageur de la cor-

neille nommée WRON n'a pas effrayé la population laborieuse, qui dans sa grande majorité s'est prononcée contre la collaboration, dans quelque domaine que ce soit, avec le pouvoir auto-proclamé, y compris en ce qui concerne l'activité lamentable des divers mannequins qui occupent aujourd'hui d'importantes fonctions dans la gestion de notre économie.

Ici chez "Stilon", nous ne voulons pas non plus créer de paravent "autogéré" pour nos marionnettes locales - tous ces chefs de service et directeurs - qui ne méritent pas la moindre confiance des travailleurs. Car l'unique mesure de leurs qualifications, c'est leur subordination aveugle à ce système de mafia et leur avidité sans bornes des privilèges pouvant les élever au-dessus de la masse grise d'une société méprisée. Qui donc, dans ces conditions, pourrait croire en une quelconque autonomie des travailleurs? Au cours de ces 35 dernières années, notre langue polonaise a connu tant de nouveaux mots, râbâchés et vides de sens, que nous savons sans équivoque percer le véritable sens du terme "autogestion ouvrière"; tout comme on nous a appris à comprendre de façon adéquate les mots "socialisme" ou "démocratie", bien que leur contenu initial ait suscité pourtant chez nos aîeux de respectables émotions et des élans mémorables.

## "L'AUTOGESTION" D'UNE MINORITE "CONSCIENTE"

Dans les dernières élections au "conseil ouvrier" fut adopté le statut et le mode du scrutin, tous deux gardant encore quelques restes de démocratie et de sérieux dans la façon de sonder la volonté des travailleurs; les résultats obtenus ont montré que cette volonté est contraire aux intérêts du pouvoir. Le pouvoir a donc réagi par une

"sainte" indignation. Le Comité d'établissement du POUP est allé jusqu'à dire que dans ce cas il n'est pas du tout nécessaire que le "conseil ouvrier" soit élu à la majorité. Il peut être tout aussi bien élu par la minorité, "celle qui est la plus consciente des intérêts de l'entreprise et des travailleurs", comme on peut lire dans

le n° 19 du journal "Stilon Gorzowski". Et voilà, tout paraît simple pour nos autorités du POUP: il n'y a pas de majorité? alors qu'il y ait une minorité, et de toute façon ils feront ce qu'ils voudront. Derrière le parti il n'y a qu'une infime minorité de la société (une minorité d'ailleurs de moins en moins sûre), et malgré cela c'est lui la "force dirigeante" dans ce pays, "représentant" de surcroît la classe ouvrière, que cette dernière le veuille ou pas. Par conséquent, si le parti considère que c'est juste, alors même les résultats de n'importe quelles élections peuvent être considérés comme conformes à la volonté de la minorité. Nos habitudes, notre acceptation de la volonté de la majorité, s'avèrent dans certains cas même nocives et - qui sait - peut-être contre-révolutionnaires!

Ainsi donc, le Comité d'établissement du POUP chez "Stilon" annonce de nouvelles et efficaces élections au "conseil ouvrier", qu'organisera la minorité "consciente" des travailleurs: les membres bien choisis du POUP, de la Jeunesse socialiste polonaise, du Parti démocrate, du Mouvement patriotique de renaissance nationale, de l'Union des anciens combattants pour la

liberté et la démocratie, etc. En même temps, on brandit la menace de sanctions envers les contremaîtres, les chefs d'équipe et les autres membres de ces organisations au cas d'une éventuelle attitude passive pendant les élections. L'absentéisme des travailleurs pendant les élections doit être minutieusement contrôlé et la participation au scrutin doit être stimulée par toute sorte de pressions d'en haut, au nom de la liberté socialiste de parole. Le pouvoir s'impatiente déjà et ne s'embarrasse pas de moyens, trahissant ainsi clairement ses véritables intentions. Qui pourrait se leurrer encore qu'un tel "conseil ouvrier" représentera les intérêts et la volonté des travailleurs? Nous avons déjà des syndicats du même type. "Autogérés"! "Indépendants"! Et le bruit court qu'ils nous représentent "de façon compétente", nous tous, tous les travailleurs, et agissent en notre nom (y compris au nom de ceux qui n'en sont pas membres!). Dans ce cas au moins, les travailleurs de notre entreprise ont gardé leur dignité et sont restés à l'écart de ces manoeuvres malpropres visant à créer un organisme artificiel, défenseur du pouvoir "populaire" qui lutte contre le peuple.

## L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE

Nous savons également que les travailleurs honnêtes de "Stilon" ne se laisseront pas tromper par ces machinations autour de l'"autogestion". C'est sans notre participation que vont se dérouler les élections à un "conseil ouvrier" minoritaire, organisées actuellement avec une telle furie. Nous ne pouvons pas donner nos voix à une affaire contraire à nos intérêts de travailleurs. La vaste campagne de propagande que l'on nous annonce maintenant (presse, radio intérieure, réunions de travail, la langue de bois diffusée sur les postes de travail, etc.) doit nous conforter dans la justesse de notre attitude. Nous devons, honnêtement, garder la tête haute jusqu'au bout, car nous voulons une autogestion véritable et démocratique, basée sur la liberté de parole, sur les droits correspondants et sur une réelle capacité d'agir. Mais le concept d'une telle autogestion dépasse la mentalité et la tactique des gens qui veulent toujours et encore diriger une économie nationale moribonde au nom des intérêts propres - basement matériels - d'une mafia.

Ne nous laissons pas effrayer par le chantage ou par les pressions incessantes des divers flagorneurs locaux. Montrons que même cette minorité, qui doit fonder chez

nous un "conseil ouvrier", est honteusement petite et que son "conseil" ne peut nullement être représentatif de tous les travailleurs de notre entreprise. Nous devons nous attendre à tout, même à ce que l'appareil du POUP falsifie les résultats, selon la méthode qui lui est caractéristique, mais nous devons sortir de cette affaire la tête haute et la conscience tranquille, encore plus unis avec la classe - unanime dans ses pensées - des travailleurs de toute notre patrie.

"Ceux de la production..."

"Solidarnosc Stilonowa" n° 3,  
du 22 octobre 1983

"Solidarnosc Stilonowa" est le journal - tiré à 500 exemplaires - de la Commission d'entreprise (KZ) du syndicat "Solidarnosc" de l'usine chimique "Stilon" à Gorzow Wielkopolski.

\* Les KSR - Conférences d'autogestion ouvrière - mises en place par Gomulka en 1958 pour empêcher l'activité des conseils ouvriers élus par les travailleurs pour gérer les entreprises pendant la révolution d'octobre 1956. Progressivement boycottées par les travailleurs, elles ne résisteront pas à l'épreuve d'août 1980 et disparaîtront.

# VOIX DE L'ACIERIE LENINE

B.D.I.C

## LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LA MORTALITE

Quand on se promène dans les rues de Nowa Huta, on rencontre de plus en plus fréquemment des jeunes femmes en deuil. J'ai commencé à me demander quelles pouvaient être les causes de ce fait qui m'a frappé. On sait que la mortalité en Pologne a généralement augmenté depuis plusieurs années - pour des raisons bien compliquées et souvent d'origine lointaine. Pourtant cette constatation m'a poussé à essayer de rassembler des informations sur les accidents du travail à l'aciérie Lénine de Nowa Huta, qui est la plus grande entreprise industrielle de Pologne. Malgré les apparences, cela n'a pas été chose facile, car l'aciérie ne publie aucune statistique officielle valable concernant les accidents du travail. Ce sont des affaires couvertes par le plus grand secret (sic!). Le travailleur ordinaire ne peut avoir connaissance que des statistiques concernant son propre service, et qui elles aussi sont incomplètes. Cependant, d'après l'analyse des accidents dans mon propre service et... grâce à quelques connaissances, j'ai décidé d'arriver à la statistique générale, et j'ai réussi. Voici quelques données concernant mon département. Le département n'est pas récemment construit, la moyenne d'âge des 3000 personnes qui y travaillent est de 40 ans, les conditions de travail sont moyennement dures. Et maintenant quelques chiffres:

### DANS LE DEPARTEMENT

Année	1981	1982	1983*
Total des accidents	34	30	22
Accidents graves	2	8	2
Accidents mortels	-	-	-

### A L'ECHELLE DE L'ACIERIE

Année	1981	1982	1983*
Total des accidents	327	383	191
Accidents graves	6	10	3
Accidents mortels	1	7	4**

\* jusqu'à mai.

\*\* d'autres sources donnent des chiffres plus élevés.

Cette statistique montre une augmentation sensible du nombre des accidents dans la dernière période. Le plus inquiétant est l'accroissement du nombre des accidents mortels. Ces chiffres apportent également la preuve que lorsque "Solidarnosc" contrôlait les normes d'hygiène et sécurité du

travail et que le Comité ouvrier des sidérurgistes (KRH) exigeait de la direction de l'aciérie l'amélioration des conditions de travail, le nombre des accidents était significativement plus bas.

Pourquoi en ce moment y a-t-il autant d'accidents? Nous essayerons de répondre en quelques points.

1. Les normes d'hygiène et de sécurité du travail:

- manque de vêtements de protection - la durée limite d'utilisation a été prolongée d'un an à deux ans;

- manque de combinaisons, de bottes - il faut faire des demandes écrites contresignées par tous les chefs possibles, ce qui n'en garantit malgré tout pas l'obtention - et de gants de protection;

- la liquidation de l'inspection sociale du travail créée sous la pression de "Solidarnosc", et son remplacement par les inspecteurs d'hygiène et de sécurité du travail dont l'obéissance à la direction est aveugle;

- l'empoussiérage de l'air qui dépassé de manière impressionnante les normes (surtout à la cokerie et dans l'atelier d'agglomération);

- le débranchement des électrofiltres en vue de prolonger leur durée de vie - ils sont utilisés plusieurs fois plus longtemps que les normes ne le prévoient, en raison du manque de pièces de rechange; après quelques années à la cokerie, les travailleurs sont silicosés et il faut les transférer dans des services moins pénibles;

- le bruit - manque d'atténuateurs, bien que les normes soient plusieurs fois dépassées;

- les émanations de vapeurs d'acide (pendant le chargement et l'acheminement des chariots), avec des normes respectées de la même manière que dans les cas précédents.

Des exemples analogues peuvent être multipliés à l'infini. L'aciérie Lénine travaille à présent à temps plein comme un crématoire qui tue ses propres travailleurs et empoisonne tous les alentours. Il suffira d'ajouter que l'aciérie ne possède jusqu'à aujourd'hui aucune station d'épuration pour les eaux usées.

2. Les machines vieillissent, et il ne semble pas y avoir de crédits pour leur remplacement ou pour leur entretien.

3. Le surmenage. Les salaires insuffisants

poussent les gens à s'embaucher ailleurs à mi-temps, à faire des heures supplémentaires; les paysans-ouvriers font les travaux agricoles en plus. De tout cela résulte une fatigue supplémentaire, ce qui provoque un manque de concentration et de réflexes.

4. Un rythme de vie très nerveux, le manque de perspectives, la résignation, etc...

De tout cela il apparaît clairement que l'ouvrier, dans la situation actuelle de l'aciérie Lénine, a été poussé par le POUP et la direction à jouer le rôle d'objet et non de sujet de la production. Les rouges ne veulent qu'une chose: que les autres bossent, et bossent encore. La sécurité du

travail, comme tous les problèmes des ouvriers en général, ne compte pas. D'ailleurs à qui revendiquer ces droits? Ils ont tué "Solidarnosc" - du moins le pensent-ils - et les nouveaux syndicats s'occupent essentiellement de se disputer les restes de la table du POUP. Comment faire quelque chose, et quoi faire? La réponse paraît pourtant simple: il faut lutter pour des syndicats véritables et indépendants, il faut lutter pour "Solidarnosc".

"Hutnik" n° 22/62,  
du 11 août 1983

## CONFIDENCES D'UN HOMME DE FER

J'aurais voulu par votre intermédiaire dire à tous les prosos comme moi à quel point nous ne sommes pas respectés, à quel point nous sommes humiliés. Je suis conducteur de pont roulant, je travaille à l'aciérie depuis trente-et-un ans, je suis marié et père de trois enfants. Je fais 3 x 8, et gagne aux environs de 13000 zlotys, soit 40,50 zlotys à l'heure. Je travaille dans un atelier où les conducteurs de ponts roulants manquent incessamment et en tel nombre que le fonctionnement normal de l'atelier en est rendu impossible. Une fois, sur vingt-cinq employés, nous n'avons été que six présents. Nous sommes obligés de faire des heures supplémentaires pendant nos jours de repos, et ainsi nous travaillons fréquemment 16 heures de suite, parfois même 24. Certains ont protesté, et ont alors été convoqués chez le directeur du service qui a voulu les effrayer en leur promettant un déclassement d'échelon et une mutation sur des ponts roulants plus durs.

Nous travaillons fréquemment 16 heures par jour, sans nous rendre compte que si nous provoquons un accident, c'est nous qui irons immédiatement en prison, car la responsabilité ne retombera pas sur le chef d'équipe ou le directeur du service, mais sur nous-mêmes. Pour eux, au pire, leurs primes seront diminuées de quelques zlotys, mais nous, nous allons en prison.

Nous travaillons dur, parfois sur deux ou trois ponts roulants, en sautant de l'un à l'autre, mais en travaillant à la place d'un camarade absent, nous touchons seulement 50 zlotys par jour - oui, tu n'as pas mal entendu, cinquante zlotys par jour, mais en même temps on exige de nous de travailler aux deux postes. Quelle saloperie, quelle humiliation, quelle injustice. Tu te

demandes si des nouveaux viennent à ce travail de galérien. Oui, ils y viennent. Pour les encourager, on les paye 38 zlotys à l'heure. Bien sûr que je n'ai rien contre, que les jeunes gagnent ainsi, cela devrait même être normal, mais quelle est alors la proportion pour mon salaire - 40,50 zlotys à l'heure? C'est une tragique injustice, ou peut-être une franche rigolade, qu'après trente ans de travail, après avoir laissé sa santé pour l'aciérie, on n'arrive pas à nourrir sa famille.

Bien sûr, je suis allé chez le chef de service, mais lui il a bien ri, il m'a dit: "si ça ne vous plaît pas, vous pouvez partir". Mais ils ne veulent pas me laisser partir. Ils disent: "vous pouvez abandonner votre travail". Regardez, après tant d'années, quand il ne reste plus beaucoup avant la retraite, dois-je recommencer à zéro. Ils savent très bien que je vais rester, et c'est pour cela qu'ils se conduisent ainsi.

Pourquoi je t'ai raconté tout cela? Parce que je pense que mon cas n'est pas isolé, et pas seulement parmi les conducteurs de pont roulant, mais parmi d'autres ouvriers de l'aciérie.

-----

Mon interlocuteur, qu'on peut vraiment appeler "l'homme de fer", était très ému pendant qu'il me faisait ses confidences. Comme tout cela est tragique, et vrai en même temps quand on pense que l'ouvrier, l'homme qui bâtit depuis des années ce bastion, cet étendard du communisme, que devait être l'aciérie Lénine, a tant de peine et de rancune justifiée envers ce pouvoir qui se nomme... ouvrier.

"Hutnik" n° 23/63,  
du 20 août 1983

"Hutnik" est le journal - tiré à 6000 exemplaires - de la Commission ouvrière clan-

destine des sidérurgistes (TKRH) du syndicat "Solidarnosc" de l'aciérie Lénine à Nowa Huta.

## LA DISSIDENCE DANS L'ARMÉE POPULAIRE POLONAISE

B.D.I.C

Lors d'une rencontre clandestine organisée par les représentants de la rédaction du journal "Kos", une délégation de l'important groupe des officiers signataires d'une lettre ouverte à la nation se présenta en uniforme pour demander que cette lettre soit diffusée dans la presse de "Solidarnosc". Les membres de la délégation firent état de leur identité en présentant leurs carnets d'officiers aux rédacteurs de "Kos" et en leur remettant conjointement la liste des signataires de la lettre ouverte. Les rédacteurs de "Kos" leur donnèrent l'assurance que la liste ne serait pas publiée tant que l'Etat de droit ne serait pas restauré en Pologne. C'est après le 1er Mai de l'année dernière et face aux nouveaux coups de l'appareil de répression contre le mouvement social que l'idée de rédiger une telle lettre surgit parmi les officiers. Alors qu'ils se trouvaient réunis pour un cours d'entraînement, ils décidèrent de protester contre l'utilisation de l'armée à des fins répressives. Au départ, ils pensaient écrire au général Jaruzelski, au primat Glemp ou à la direction nationale clandestine de "Solidarnosc". Finalement, ils optèrent pour la formule d'une lettre ouverte de la nation.

## LETTRE OUVERTE D'UN GROUPE D'OFFICIERS DE L'ARMÉE A LA NATION

Compatriotes!

Voilà plus de quarante ans naissait l'Armée populaire polonaise, alors qu'une partie des exilés polonais déportés en territoire soviétique décidaient de créer les premiers éléments de l'APP. Malgré les pertes douloureuses que nous avons subies, et tout en étant conscients qu'une partie importante de la nation avait une conception différente de la nôtre en ce qui concernait la reconstruction de la Pologne, nous avons combattu l'hitlérisme aux côtés de l'Armée rouge sans épargner nos forces et nos vies. Nous étions persuadés que les tragiques conséquences de l'agression fasciste avaient fait naître dans les peuples qui en avaient été victimes un désir de justice si puissant qu'il effacerait les préjugés réciproques hérités de l'histoire.

L'idéal des "maisons de verre" pour tous, de l'égalité sociale, de la réconciliation et de la fraternité entre les peuples avait peu à peu rempli nos coeurs. Nous pensions que la nationalisation des usines, la réforme agraire et le pouvoir aux mains des travailleurs rendraient notre patrie riche, juste et soucieuse de tous ses citoyens. Après la capitulation de l'Allemagne, nous avons lutté avec toute notre énergie contre les partisans de la reconstruction de la Pologne sur des bases non-socialistes. Nous avons éduqué et formé

les jeunes cadres de l'armée dans la conviction que le socialisme est un bienfait pour l'humanité, et qu'il nous donnait à nous Polonais, une chance historique d'édifier notre bonheur en collaboration avec d'autres peuples. L'idéal internationaliste nous apparaissait comme la continuation des traditions nationales de lutte "pour notre liberté et la vôtre".

Bien que de hautes fonctions de l'armée fussent occupées par des étrangers, malgré des erreurs flagrantes dans la manière de gouverner le pays, et même en dépit des crimes affreux de la période stalinienne, nous sommes restés fidèles aux idées du socialisme. Nous pensions de bonne foi que ce qu'on appelait "les erreurs et les déformations" avaient été provoquées par le manque d'expérience de notre pouvoir, que le POUP devait lui-même extirper de ses rangs les mauvais éléments, et qu'il saurait trouver la voie débouchant sur la justice et la prospérité pour notre patrie.

C'est avec douleur et déchirement, mais aussi avec fermeté, que nous sommes intervenus contre les protestations de Poznan en 1956, de la Baltique en 1970, et dans toutes les autres circonstances où il était nécessaire de défendre le rôle dirigeant du Parti dans le gouvernement de notre pays. Le 13 décembre 1981, sans avoir pleinement

conscience des causes véritables de l'effondrement économique de notre pays, de la baisse de moralité et de la médiocrité des aptitudes de nos dirigeants, nous sommes intervenus contre les tentatives de véritable renouveau. Dans l'isolement où nous étions par rapport au reste de la société, l'activité du Syndicat autogéré et indépendant "Solidarnosc", du Comité d'autodéfense sociale KDR, de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) et des autres mouvements sociaux nous apparaissait comme la source des malheurs nationaux qui ébranlaient notre patrie. Nous avons fait confiance à nos supérieurs du Comité militaire de salut national (WRON), pour qui le seul moyen de sauver la Pologne était d'imposer l'état de guerre à la nation, d'éliminer toute opposition et de maintenir le rôle dirigeant du POUP dans l'exercice du pouvoir. Nous étions convaincus que nos supérieurs, riches des enseignements du passé, auraient le courage de châtier les responsables de la crise la plus grave de l'histoire qu'ait subi notre patrie, et qu'ils trouveraient les moyens les plus sûrs pour sortir notre pays du drame national affectant tous les citoyens.

Le temps a cependant montré que la petite minorité qui monopolise le pouvoir a esquivé ses responsabilités, qu'elle n'est pas parvenue à s'extirper de la fange des abus, de la stupidité et de la mauvaise volonté qui la caractérisent dans sa manière de gérer les affaires du pays. Les causes de la dégradation constante du revenu national n'ont pas été supprimées, les erreurs commises par le pouvoir ont connu une progression géométrique. Une fois de plus, et cette fois-ci par la force brutale, le peuple a été contraint à travailler et à vivre selon les règles qui ont fait faillite en Union Soviétique, l'URSS dont le POUP est à la fois le représentant et l'instrument en Pologne. "Redevable" au pouvoir monopolisateur du POUP, chaque citoyen de la République populaire de Pologne - du nouveau-né au vieillard - est victime du fardeau des emprunts impossibles à rembourser, qui ne pourront que freiner le développement du pays pour les générations à venir.

L'Armée populaire polonaise, au lieu d'être le défenseur de la patrie face à l'ennemi extérieur, est devenue le gendarme

et l'opresseur de son propre peuple, dont les aspirations ont été si brutalement écrasées. Sans nier les engagements et les alliances conclues par notre gouvernement, nous ne voyons pas le moindre intérêt national dans une soumission aveugle à un idéal de conquête planétaire, mené au nom de la politique de grande puissance par l'Union Soviétique. Nous ne pouvons admettre que le devoir général de service militaire soit détourné de son but pour diffamer toute pensée progressiste, et également la religion.

Nous accusons un petit groupe de la direction du Ministère de la Défense nationale d'avoir dissimulé à la Diète et à la nation les coûts réels engagés sous prétexte de moderniser notre armée, et qui de fait ont servi à financer une grande part des aventures militaires dans le monde, au nom de la soi-disant "aide internationaliste". Nous accusons la direction du Ministère de la Défense nationale de négligence coupable dans le système de défense de notre pays, et surtout de son état technique et de sa qualité déplorables qui nous rendent encore plus dépendants d'autres pays.

Nous considérons que le peuple polonais devrait élire le pouvoir qui lui convient dans des élections libres. Le rôle de l'armée est d'obéir à un tel pouvoir, de défendre ses concitoyens contre la menace extérieure et de ne jamais participer à aucun jeu politique.

Chaque année, la situation matérielle et morale des citoyens de notre pays se dégrade un peu plus. Le mécontentement contre l'incapacité des dirigeants augmente. Nous suivons l'évolution de la situation avec beaucoup d'inquiétude. Chaque année, chaque jour, nous prenons davantage conscience de nos devoirs envers la nation polonaise.

Espérons que notre armée ne connaîtra pas de scission, comme ce fut le cas lors de l'insurrection de novembre 1830, une partie des généraux restant fidèle aux intérêts étrangers alors que le reste de l'armée liait son sort à celui de la nation.

Puisse cette lettre être un avertissement pour tous ceux qui, par leur cupidité, leurs intérêts égoïstes, leur bassesse, leur simple bêtise ou leur soumission servile au diktat étranger, ont mené notre patrie à la ruine et espèrent s'abriter derrière les forces armées pour rester impunis.

Varsovie, le 20 septembre 1983.

---

"Kos" est le journal du Comité de résistance sociale (KOS), édité à Varsovie à 20 000 exemplaires.

# LA PREMIERE DECLARATION DES CONSEILS DE SOLDATS

B.D.I.C

Comme nous en informe "Oboz" (n° 4 d'août 1983), édité à Szczecin, des Conseils de soldats se sont constitués clandestinement au sein de l'unité militaire 3771 de la garnison de Budowo et ils ont rédigé une déclaration politique.

Les fondateurs des Conseils de soldats n'acceptent pas que l'armée soit une force répressive utilisée contre le mouvement social. Ils s'identifient au mouvement du renouveau démocratique né en août 1980 et dirigé par "Solidarnosc". Ils appellent les soldats à agir de manière à assurer la renaissance morale et idéologique de l'armée, en luttant contre l'appareil politique qui la dirige, en commençant par le boycott de l'organisation et de l'activité de la Jeunesse socialiste polonaise (ZSMP) dans les casernes. Ils souhaitent également que les soldats s'auto-organisent.

"Le sentiment de solidarité et de force nous viendra des Conseils de soldats que nous aurons nous-mêmes créés dans la clandestinité. Ils seront la base de la future organisation des soldats, légale et unifiée. Les Conseils de soldats proclament la nécessité de l'autodéfense face à la propagande et à l'endoctrinement idéologique. L'autodéfense consiste à boycotter la presse officielle, les émissions de télévision et de radio, elle consiste en une attitude passive pendant les cours d'instruction politique. Elle consiste à détruire les panneaux, les affiches et la propagande écrite, à saboter le colportage de la presse quotidienne ainsi que les installations servant à la diffusion des émissions dans les casernes, etc..."

Dans la déclaration, il est dit qu'il est possible de développer une activité sociale indépendante, y compris dans les casernes. "La mission des Conseils de soldats

sera de diffuser des tracts, des brochures, les journaux édités par la presse indépendante, des informations donnant une image véritable de l'histoire et de l'actualité polonaises. Les Conseils de soldats auront pour mission de diffuser par tracts les informations provenant des radios occultes, des éditions clandestines de "Solidarnosc" et de leurs propres services. Les Conseils de soldats auront à promouvoir leurs idées parmi les unités de l'armée et parmi les soldats récemment enrôlés. Ces derniers seront l'objet d'une attention particulière parce que tout en étant moins imprégnés par la propagande abrutissante, et tout en étant porteurs des idéaux de "Solidarnosc", ils sont aussi les plus perméables à l'endoctrinement."

La déclaration se termine par un appel: "Créez des Conseils de soldats actifs parmi les hommes dignes de confiance et mettez en oeuvre leurs objectifs".

"Solidarnosc Walczaca" (n° 35/65) informe: Les rapports sur les résultats du travail politico-éducatif au sein des unités de l'Armée populaire polonaise font état de difficultés importantes rencontrées avec les conscrits (automne 1982). Il apparaît que 60% d'entre eux sont considérés comme "indociles": que les cas d'insubordination, le boycott des cours politiques, le refus d'exécuter les ordres ou leur exécution ostentatoirement nonchalante se généralisent. Des bruits circulent parmi les officiers, selon lesquels il serait prévu, en conséquence, de mettre sur pied des compagnies disciplinaires de travail pour les deux tiers des "éléments non sûrs", alors que les autres seraient mis dans des camps d'isolement.

## LE COMBAT DE BARCZEWO

Dans le n° 10 de "Robotnik '83" nous avons informé sur la lutte menée dans la prison de Barczewo. Nous publions ici une reconstitution plus détaillée du développement de cette lutte qui continue. Lutte à laquelle participaient initialement les dirigeants de "Solidarnosc": Andrzej SLOWIK et Jerzy KROPIWICKI, respectivement président et vice-président de la Direction régionale de Lodz; Wladyslaw FRASYNIUK et Piotr BEDNARZ, respectivement président et vice-président de la Direction régionale de Basse-Silésie; Patrycjusz KOSMOWSKI, président de la Direction régionale de Bielsko-Biala; et Edmund BALUKA, fondateur du Parti socialiste polonais du travail (PSPP), et à laquelle se sont joints depuis lors les dirigeants de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), Leszek MOCZULSKI, Tadeusz STANSKI et Romuald SZEREMETIEW, emprisonnés à Barczewo.

Tout a commencé le 8 septembre 1983 au matin, à six heures, après le petit déjeuner, pour un petit problème en apparence, "un seau hygiénique". Dans la cellule, pas de canalisations, donc pas de WC. Un vieux seau hygiénique sans couvercle, rouillé, dans un coin. Slowik et Baluka exigent de pouvoir être conduits aux toilettes. On le leur refuse. Ils entament une grève de la faim. A 9 heures, on les conduits devant le capitaine Markiewicz, psychologue de formation, "l'éducateur" de la prison. Par trois fois. Enfin arrive le lieutenant-colonel Maslany, directeur de la prison. Le lieutenant-colonel Maslany décide d'inscrire dans le registre des rapports l'utilisation de la contrainte physique. On les conduit un par un au dépôt. Là, huit officiers du service pénitentiaire attendent. On fait sortir les gardiens en service au dépôt. Le chef du service pénitentiaire ordonne au détenu de se déshabiller. Puis il lance un ordre à ses sbires: "Déshabillez-le!" Les huit se jettent alors sur le prisonnier, le frappent, lui déchirent et lui arrachent quasiment ses vêtements, puis de force aussi le revêtent de l'uniforme "réglementaire", lui rasant "réglementairement" la barbe et les cheveux et le conduisent sous la même escorte dans la cellule.

Le 13 septembre, Slowik, Bednarz, Kropiwnicki et Kosmowski entament une grève de la faim pour l'amélioration de leurs conditions de détention et pour le transfert avec eux de Baluka et Frasyniuk, entre temps lui aussi incarcéré dans un département spécial.

Le 22 septembre, première victoire. Baluka et Frasyniuk sont conduits dans la cellule avec les autres. Slowik, Bednarz, Kropiwnicki et Kosmowski sont en grève de la faim depuis 10 jours. Ils sont très affaiblis et très amaigris. Frasyniuk et Baluka les rejoignent dans la grève. Ensemble ils exigent le respect de leurs droits. Ils élisent Kropiwnicki leur représentant pour négocier avec la direction de la prison. La grève de la faim continue. Pour certains, ils en sont à plus de 15 jours. C'est en général le seuil proche d'un état critique pour les grévistes de la faim. Ils ont perdu considérablement du poids. Ils sont très faibles. Le 30 septembre, c'est le 18ème jour. La crise peut être maintenant très proche. Le 1er octobre à 9 heures du matin, Kropiwnicki revient et annonce l'accord du directeur de la prison sur tous les points des revendications. L'arrêt de la grève est voté à 11 heures 30. A 16 heures on les transfère dans une cellule avec canalisations. Ils sont tous les six ensemble. Ils ont obtenu ce droit pour les trois de la KPN aussi, quelques aménagements avant doi-

vent être apportés. Reste entier le problème de l'uniforme pénitentiaire. Les détenus ne veulent pas le porter. Baluka pour sa part continue à s'habiller seulement avec une couverture. Le 24 octobre, la cellule des dirigeants de la KPN est ouverte. Ils peuvent venir bavarder avec les autres. Même chose pendant la promenade.

Le 11 novembre, l'heure de la promenade terminée, les 8 dirigeants de "Solidarnosc" et de la KPN refusent de réintégrer leur cellule (Baluka est resté en cellule, car il fait désormais trop froid pour sortir avec une simple couverture). Kropiwnicki repart voir le directeur pour négocier. On accorde à Baluka le droit de prendre au dépôt son survêtement et son pull. Il descend terminer la promenade avec les autres. Enfin le 14 novembre, tous ses vêtements civils lui sont rendus. Ce droit est étendu aux trois de la KPN puis à tous les autres.

Le 18 novembre, une salle commune où ils peuvent regarder la télévision, lire la presse, organiser des cours sur l'économie, l'histoire ou apprendre les langues, est préparée pour eux. Ils y prendront leurs repas en commun. La promenade a été rallongée d'une demie heure. Ils peuvent faire leur propre cuisine.

Baluka attend toujours en vain la visite de sa femme et de son fils de 4 ans. Il ne les a pas revus une seule fois depuis le 13 décembre 1981. Le 4 décembre, les dirigeants de "Solidarnosc" Bednarz, Frasyniuk, Kosmowski et Kropiwnicki et les dirigeants de la KPN Moczulski, Stanski et Szeremetiew informent qu'en liaison avec la décision de Baluka de commencer le 17 décembre une grève de la faim pour protester contre le refus de lui laisser voir sa femme et son fils, qu'ils s'associent à cette protestation. En conséquence, à partir du 17, ils entament une grève de la faim de solidarité qu'ils font à la suite les uns des autres. Slowik ne prit pas part à cette décision parce qu'il les avait quittés pour se rendre à Lodz à l'enterrement de son père. Pendant son séjour à Lodz, il tomba malade et fut hospitalisé par le docteur Marek Edelman. Les agents du Service de sécurité l'enlevèrent de force pour le transférer à l'hôpital de la prison de Lodz.

D'après "Syndicats Libres" n° 20,  
de décembre 1983

---

NOUS APPELONS LES ORGANISATIONS SYNDICALES  
ET TOUS LES MILITANTS DU MOUVEMENT  
DE SOLIDARITE AVEC "SOLIDARNOSC" A APPUYER  
LE COMBAT DES PRISONNIERS POLITIQUES  
DE BARCZEWO

---